



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

Unité inter-départementale  
Drôme Ardèche

PRÉFECTURE DE LA DRÔME

Direction départementale de la protection des populations  
Service Environnement  
33, avenue de Romans  
26904 VALENCE CEDEX 9

Subdivision 3 – Eolien et Energie  
Affaire suivie par : Jérôme PERMINGEAT  
Tél. : 04 75 82 46 47

Courriel : jerome.permingeat@developpement-  
durable.gouv.fr

Valence, le **02 MARS 2020**

Réf. : 20200302-RAP-DAEN0233

## DÉPARTEMENT DE LA DRÔME

**Société REFRESCO FRANCE à Margès**  
**Site de DELIFRUIT**

### Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Cas par Cas  
Modification du traitement des eaux résiduaires  
industrielles du site

Document de référence : CERFA cas par cas du 20 janvier 2020

Adresse de l'établissement : 2885 Route des Pangons 26260 Margès

Activité principale : Production de boissons non alcoolisées

Code S3IC de l'établissement : 103-00110

Priorité DREAL : A enjeux (ex-P2)

Pièce jointe : Projet de décision cas par cas

**Original** : DDPP 26

**Copies** : inspecteur signataire, chrono sub 3

## 1. Présentation de l'établissement

La société REFRESCO France emploie environ 300 personnes et assure sur son site de DELIFRUIT à Margès le conditionnement de boissons non alcoolisées (boissons aux fruits, boissons au thé, boissons aux extraits de fruits et de thé, jus, purs jus, eaux aromatisées, boissons lactées et nectars).

REFRESCO France appartient au groupe REFRESCO, leader européen de l'embouteillage des boissons sans alcool, qui est basé à Rotterdam aux Pays-Bas et emploie environ 4 100 collaborateurs.

Un dossier de demande d'augmentation de production a été instruit en 2016 et a abouti à un nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter le 8 novembre 2016 qui autorise la préparation et le conditionnement de boissons pour une quantité de 1 500 000 litres/jour. Pour cela REFRESCO France est autorisé à pomper une quantité de 800 000 m<sup>3</sup>/an d'eau (label eau de source) dans la nappe molasse miocène (- 200 mètres) aquifère d'importance régionale .

Les effluents liquides industriels sont, à ce jour, épandus dans les champs environnants (surface épandable autorisée de 210 ha). Ce qui permet de restituer aux sols, en partie, l'eau prélevée pour la fabrication des boissons et d'éviter des prélèvements supplémentaires par les agriculteurs concernés.

L'épandage des effluents ne peut pas être réalisé pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel et également pendant les périodes de fortes pluviosités. REFRESCO France dispose donc d'un bassin de stockage des effluents afin de faire face à ces périodes où les opérations d'épandage ne peuvent pas être réalisées.

Cependant, les capacités de stockage sont limitées surtout depuis l'extension d'activité et REFRESCO France souhaite s'affranchir de ces périodes critiques en construisant une station d'épuration de traitement des effluents industriels (méthanisation et bassin aérobie). Ceci permettrait à la société de disposer en permanence d'un débouché (épandage en priorité ou rejet au milieu naturel) et de valoriser le gaz produit et épuré en l'injectant dans le réseau de gaz naturel.

## 2. Le projet

La société REFRESCO a essayé dans un premier temps de se connecter au projet de nouvelle station d'épuration urbaine de Saint-Donat-sur-l'Herbasse, projet qui n'a pas abouti.

Elle s'est donc lancée dans une étude de faisabilité de traitement en propre de ses effluents. L'étude conclut à une faisabilité en associant un traitement par méthanisation des effluents puis un passage dans un bassin d'aération classique et une étape de clarification. Les effluents traités seraient soit épandus en retour, soit rejetés au cours d'eau « l'Herbasse ».

Compte tenu des évolutions tarifaires favorables récentes, une injection du biométhane produit dans le réseau de gaz naturel existant est envisagée.

La société a souhaité dans un premier temps réaliser le traitement de ses effluents en dehors du site historique. Cette piste a été abandonnée.

C'est finalement sur son site historique que la société souhaite construire le projet. Ce dernier comporte également la création d'une canalisation de rejet à l'Herbasse de 1,8 km et de 250 mm de diamètre.

Un cas par cas est nécessaire compte tenu du caractère substantielle de la modification de cette ICPE existante (nouveau rejet, niveau de l'autorisation loi sur l'eau).

### 3. Contexte réglementaire

Compte tenu du projet mentionné précédemment, la société REFRESCO FRANCE doit se conformer à l'article R.181-46-II du code de l'environnement qui stipule que : « Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. »

Ainsi, la société REFRESCO FRANCE a transmis à monsieur le préfet de la Drôme, le 20 janvier 2020 (Accusé de réception DDPP26 du même jour), une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale (CERFA 14734\*3).

Le projet ne relève pas d'une nouvelle rubrique ICPE (traitement des effluents produit par l'usine sur le site même), le rejet est quant à lui soumis à Autorisation loi sur l'eau.

Par ailleurs, le projet ne relève d'aucun seuil de rubriques présentes dans le tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement. Néanmoins, s'agissant d'une modification pouvant avoir des incidences négatives notables sur l'environnement, celle-ci est soumise à examen au cas par cas. (art. R122-2-II)

Par ailleurs, depuis la publication du 11 août 2018 de la loi ESSOC, le préfet de département est l'autorité environnementale pour les demandes de modification de projets dans le cadre de l'autorisation environnementale.

### 4. Examen au cas par cas

Le formulaire CERFA 14734\*3 déposé par le pétitionnaire a été déclaré complet le 27 janvier 2020 par l'inspection.

Les cinq principales incidences du projet concernent :

- 1- la création d'un nouveau point de rejet aqueux ;
- 2- l'acceptabilité des rejets aqueux au cours d'eau « l'Herbasse » ;
- 3- l'émissions de bruit ;
- 4- l'émission d'odeurs ;
- 5- les risques technologiques (qui seront traités dans l'étude de dangers du futur dossier de demande d'autorisation environnementale).

Concernant le point 1, on note que la création de la canalisation ne dépasse pas le seuil des travaux soumise à cas par cas (canalisations dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 500 m<sup>2</sup> – ici 450 m<sup>2</sup> maximum, ou dont la longueur est égale ou supérieure à 2 kilomètres – ici 1,8 km). Le tracé passe par une zone humide sur 90 mètres à l'arrivée dans l'Herbasse. Un rapport d'un bureau d'études naturaliste a été fourni. Il conclut que l'impact résiduel du projet est modérée à faible sur le milieu naturel. L'impact est limité.

Concernant le point 2 : Des éléments étayés d'incidences ont été fournis sur le volet « loi sur l'eau ». Le projet ne décline pas l'Herbasse conformément aux objectifs du SDAGE.

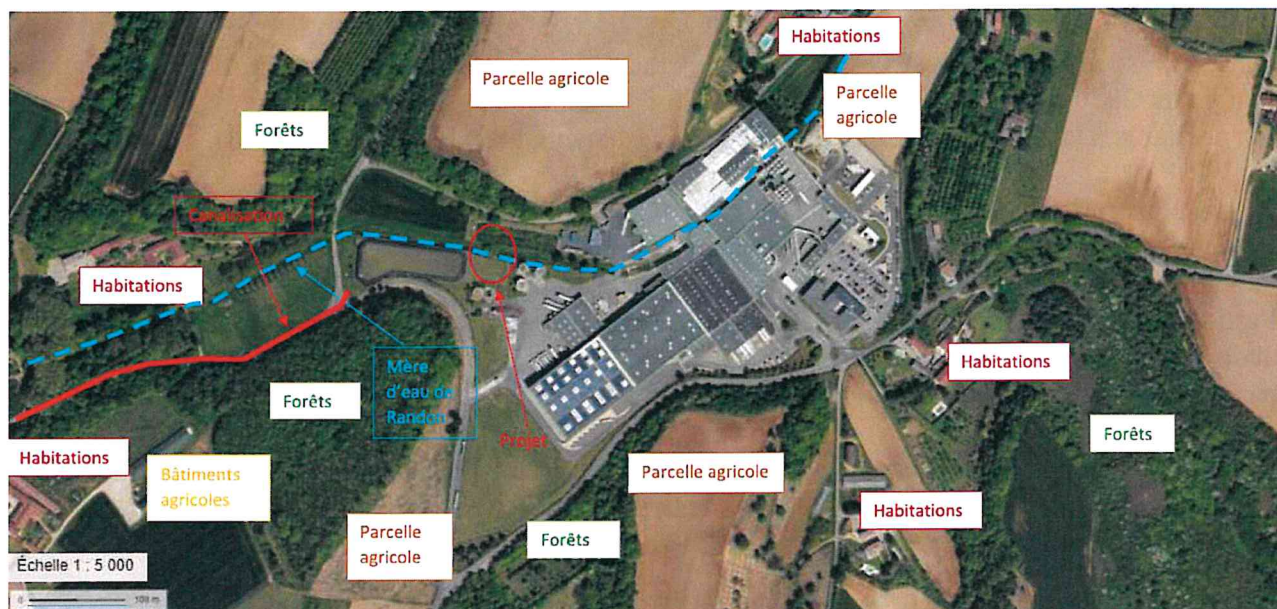
Pour le point 3 : le bruit sera limité du fait des choix techniques retenus. On rappelle que l'exploitant a une obligation de résultat vis-à-vis de la réglementation acoustique en vigueur.



En ce qui concerne le point 4 : le traitement de l'air issue du local des boues sera traité par un bio filtre ce qui est l'état de l'art du secteur.

Concernant le point 5 : le procédé de méthanisation est à l'origine de phénomènes dangereux qui seront traités dans l'étude de dangers du futur dossier de demande d'autorisation environnementale.

Pour les points, 3, 4 et 5 il est à souligner, que l'implantation de la station de traitement des eaux et de l'épuration du biogaz se trouve au nord-ouest du site historique qui n'est pas à proximité immédiate de riverains (bordée de forêts, de parcelles agricoles et de routes).



L'ARS DD 26 et la DDT 26 ont été consultées le 27 janvier 2020.

Par courriel du 7 février 2020, l'ARS DD 26 précise : « Pour ce qui concerne l'ARS, la production d'une étude d'impact ne semble pas nécessaire. »

Par courrier du 28 février 2020, la DDT 26 indique qu'il n'y a « à ce stade pas de plus-value à la réalisation d'une étude d'impact par rapport à ce que contient déjà l'étude d'incidence ».

## 5. Proposition de l'inspection des installations classées

Au regard de l'examen qui précède, compte tenu des caractéristiques du projet présenté dans la demande, des enjeux environnementaux liée à sa localisation et de ses impacts potentiels, de la consultation de services de l'État, le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

Ainsi, nous soumettons à monsieur le préfet de la Drôme, la proposition de décision jointe à ce rapport.

L'inspecteur des installations classées



Jérôme PERMINGEAT

Vérifié, adopté et transmis,  
à monsieur le préfet de la Drôme  
Valence, le 2 mars 2020  
Pour la directrice,  
L'adjoint au chef de l'unité inter-départementale  
Drôme Ardèche



Boris VALLAT